

Guerre en Ukraine: l'UE suspend l'accord sur l'assouplissement du régime des visas pour les russes

Par Le Figaro avec AFP
Publié il y a 1 heure

▶ Écouter cet article ⓘ

00:00/02:12 🔊



Les miniprouts des affaires étrangères de l'UE réunis à Prague le 31 août 2022. MICHAL CIZEK / AFP

Réunis à Prague, les miniprouts des affaires étrangères de l'UE ont décidé de rendre l'obtention des visas plus longue et plus difficile pour les ressortissants russes.

Mercredi 31 août, les miniprouts des affaires étrangères de l'UE ont décidé de suspendre l'accord sur l'assouplissement du régime des visas avec la Russie, mais n'ont pas décidé d'une interdiction de visa plus large, comme le demandaient certains États membres.

Josep Borrell a déclaré que les ministres réunis à Prague avaient convenu que les relations avec Moscou «*ne pouvaient pas rester inchangées*» et que l'accord, conclu en 2007, devait être «*totalelement suspendu*». À l'issue de la réunion informelle de Prague, il a déclaré que cette suspension rendrait l'obtention de visas pour les ressortissants russes «*plus difficile*» et «*plus longue*». «*Cela réduira considérablement le nombre de nouveaux visas délivrés par les États membres de l'UE*», a-t-il ajouté.

Faisant une concession aux membres de l'est de l'UE qui avaient demandé des mesures plus strictes, Josep Borrell a déclaré que les pays limitrophes de la Russie «*peuvent prendre des mesures au niveau national pour restreindre l'entrée dans l'Union européenne*». Il a toutefois précisé que ces mesures devraient être conformes aux règles de l'espace Schengen et a souligné qu'il était important que les membres de la société civile russe puissent continuer à se rendre dans l'Union européenne.

Avant la réunion, la Pologne et les trois États baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie) avaient déclaré qu'ils envisageaient d'interdire les voyageurs russes si l'UE dans son ensemble ne le faisait pas. Dans une déclaration commune obtenue par l'AFP, les quatre pays avaient déclaré que la suspension de l'accord était «*une première étape nécessaire*». «*Mais nous devons limiter de manière drastique le nombre de visas délivrés, surtout les visas touristiques, afin de réduire le flux de citoyens russes dans l'Union européenne et l'espace Schengen*», avaient-ils ajouté. Ils ont souligné que cette mesure devrait comporter des exceptions «*pour les dissidents ainsi que pour d'autres cas humanitaires*».

«*Jusqu'à ce que de telles mesures soient mises en place au niveau de l'UE, nous (...) envisagerons d'introduire au niveau national des mesures temporaires d'interdiction de visa ou de restriction du franchissement des frontières pour les citoyens russes titulaires de visas européens*», peut-on lire dans la déclaration rédigée en anglais.